



DECISION

N°05/CC/HAC/2016

Portant récusation de la Présidente de la HAC et révocation d'un membre

Vu la constitution en ses articles 7 et 125 ;

Vu la loi organique L2010/003/CNT du 23 juin 2010 portant attributions, organisation, composition et fonctionnement de la Haute Autorité de la Communication ;

Vu le décret n° 034/PRG/SGG du 10 mars 2015 portant confirmation de l'élection de la Présidente de la Haute Autorité de la Communication et nomination des membres de cette Institution ;

Vu le règlement intérieur de la Haute Autorité de la Communication en ses articles 19 et 20 ;

Vu le procès verbal de la session plénière de la HAC du mercredi 23 mars 2016 ;

Attendu que les articles 19 et 20 du règlement intérieur disposent :

- *article 19* : l'assemblée plénière est l'instance de décision. Elle se réunit sur convocation de son Président(e), en principe au moins une fois par semaine ; celui-ci en fixe l'ordre du jour. La présence de sept commissaires au moins est requise. En cas d'empêchement du Président(e), la réunion se tient sous la présidence du commissaire présent le plus âgé.
- *article 20* : La convocation de l'Assemblée plénière est de droit à la demande d'au moins cinq commissaires. Cette demande qui est adressée au secrétariat du collège doit être accompagnée d'un ordre du jour. L'ordre du jour des réunions est arrêté par le/la président(e). Il est transmis aux commissaires par le secrétariat du collège trois jours au moins avant la séance. Il comporte une rubrique « Questions diverses »

Attendu que neuf commissaires sur les onze que compte l'institution ont emis, en plus de plusieurs avis verbaux, deux avis écrits les 02 et 21 mars 2016 conformément aux articles 19 et 20 du règlement intérieur de la HAC ;

Attendu que ces différents avis de tenue de plénières ont eu comme réponse, une fin de non recevoir de la part de Madame Martine CONDE, Présidente de la HAC ;

Attendu que la plénière est la seule instance de décisions de la Haute Autorité de la Communication ;

Que l'attitude négative de madame Martine CONDE a contribué à la paralysie de l'institution depuis le 06 janvier 2016, date de la dernière plénière ;

Que les neuf commissaires soucieux du bon fonctionnement de l'institution, ont jugé nécessaire de tenir une plénière le mercredi 23 mars 2016 sous la présidence du commissaire le plus âgé conformément à l'article 19 du règlement intérieur.

Qu'à l'issu de cette plénière, les décisions suivantes ont été prises à l'unanimité des neuf membres présents.

1- De la récusation de madame Martine CONDE de ses fonctions de Présidente de la Haute Autorité de la Communication

Au regard de toutes les violations des textes de loi dont elle s'est rendue coupable, le collège des commissaires de la HAC décide de lui retirer sa confiance et de ne plus reconnaître son autorité.

2- De la revocation du commissaire Nfa Ousmane CAMARA de ses fonctions de membre de la Haute Autorité de la Communication.

Attendu que l'article 13 de la loi organique L2010/003/CNT du 23 juin 2010 portant attributions, organisation, composition et fonctionnement de la Haute Autorité de la Communication dispose :

« Les fonctions des membres de Haute Autorité de la Communication sont incompatibles avec tout mandat électif, tout emploi public, toutes activités commerciales, industrielles ou financières.

Les membres de la Haute Autorité de la Communication ne peuvent, durant leur mandat, appartenir à un parti politique. Durant leur mandat, sous réserve des dispositions de la loi sur la propriété artistique et littéraire, ils ne peuvent directement ou indirectement exercer d'autres fonctions, recevoir des honoraires, sauf pour les services redus avant leur entrée en fonction, ni détenir des intérêts dans une entreprise de l'audiovisuel, du cinéma, de l'édition, de la presse, de la publicité ou des télécommunications.

Toutefois, si un membre de la Haute Autorité de la Communication détient des intérêts dans une telle entreprise, il dispose d'un délai de trois mois pour se mettre en conformité avec la loi.

Le membre de la HAC qui ne respecte pas les dispositions des alinéas ci-dessus est démis par la Haute Autorité de la Communication de ses fonctions de membre ».

Que le Sieur Nfa Ousmane Camara, membre de la HAC au titre du Ministère des postes et télécommunications et de l'économie numérique nonobstant cette disposition de la loi, continu de cumuler, jusqu'à date, les fonctions ci-après :

- 1- Directeur National du centre des réseaux officiels au ministère des postes et télécommunications et de l'économie numérique,
- 2- Consul Honoraire de Haïti en République de Guinée, et
- 3- Directeur Général de l'entreprise MEGA services-SARL et consultant

Qu'en conséquence, le collège des commissaires décide de démettre de ses fonctions de membre de la Haute Autorité de la Communication, le sieur Nfa Ousmane CAMARA et de demander à son Ministère de tutelle de pourvoir à son remplacement pour le reste du mandat conformément à l'article 08 de la loi organique L2010/003/CNT du 23 juin 2010 portant attributions, organisation, composition et fonctionnement de la Haute Autorité de la Communication.

Délibérée lors de sa séance plénière du mercredi 23 mars 2016, tenue à son siège à Conakry.

Conakry, le 24 mars 2016

Ampliations :

- **Ministre Conseiller à la Présidence chargé des relations avec les Institutions Républicaines**
- **Cour Constitutionnelle**
- **Ministre des Postes et Télécommunication et de l'Economie numérique**

1- Abdourahimi BAH

2- Alpha Kabinet KEITA

3- Hawa Camille CAMARA

4- Ibrahima Sory SYLLA

5- Joachim Baba MILLIMOUNO

6- Mory FOFANA

7- Ousmane CAMARA

8- Oumar Yacine BAH

9- Sékou Tidiane CAMARA